

### **S'attaquer aux branches, mais ignorer les racines.**

#### **L'échec du combat « pour les cœurs et les esprits » dans la guerre contre le terrorisme.**

Notre approche sera ici celle de l'analyste du fait terroriste, soucieux de lutter contre ce fléau. Elle s'appuie sur une expertise fondée sur l'expérience du monde musulman en général, et du djihadisme en particulier. Elle est mise au service d'une réflexion visant à nourrir le débat sur un sujet crucial pour la sécurité des populations, en Europe comme ailleurs. Ce point de vue peut être débattu, il n'est pas le seul possible et nous ne prétendons pas détenir *la vérité*. Cependant, cette vision, fondée non pas sur des préjugés ou des positions politiques, mais sur une connaissance du terrain, est sans doute la mieux à même de lutter contre le phénomène terroriste islamiste transnational dans la durée.

A l'automne 2004, le Pentagone a avoué un fait lourd de conséquences : la guerre contre le terrorisme, ainsi que la guerre en Irak, telles qu'elles ont été gérées, ont amené à perdre, au moins pour le moment, le combat pour les cœurs et les esprits dans le monde musulman<sup>1</sup>. Le rapport stipule clairement que les actions menées pour lutter contre Oussama Ben Laden et son groupe ont, de fait, donné une plus grande influence aux partisans d'un islamisme terroriste. Le rapport rejette notamment l'idée communément admise chez les personnalités de la droite « dure » de l'échiquier politique américain (et, de plus en plus, de l'échiquier politique occidental) selon lesquelles la réponse à la question « pourquoi nous haïssent-ils ? » serait la haine des libertés dans les démocraties occidentales. La politique du « deux poids deux mesures », le soutien à certains pouvoirs refusant une évolution vers plus de libertés, et une approche trop arrogante, ou opportuniste, sont mis en cause pour expliquer les problèmes de cette région et de ces populations.

Le fait qu'une institution aussi importante dans la vie politique américaine se soit penchée sur cette question est de bon augure. Loin de se cantonner simplement à Washington, le problème touche la communauté internationale, notamment l'Europe et le monde musulman. En effet, la notion de combat « *pour les cœurs et les esprits* » a été popularisée au même moment que celle, plus floue, de « guerre contre le terrorisme ». Elle fait l'hypothèse qu'une véritable victoire contre les partisans de l'action terroriste contre les civils (comme Al

Qaida) nécessite de prouver aux populations musulmanes que la guerre menée après le 11 septembre n'est pas menée contre eux, mais uniquement contre les partisans d'Oussama Ben Laden. Ce combat s'avère d'abord celui du bon sens : comme on ne limite pas le Christianisme ou le Judaïsme à leurs branches les plus extrêmes, on ne peut pas affirmer que les actions d'Al Qaida soient représentatives d'une religion comptant plus d'un milliard d'êtres humains répartis partout sur le globe. Il serait par ailleurs futile de penser qu'une guerre contre une religion solidement ancrée et une culture riche et non négligeable dans l'Histoire de l'humanité puisse entraîner autre chose qu'une défaite pour tous ses protagonistes. Il suffit de se remémorer les guerres de religion qui ont dévasté l'Europe dans le passé, ou de se rappeler, plus récemment, l'essentialisme qui a dominé l'implosion yougoslave, pour se rendre compte qu'une guerre visant à un projet de confrontation avec l'ensemble du monde musulman, avec la perception raciste et / ou « civilisationnelle » que cela suppose, serait néfaste et lourde de conséquences pour l'avenir. Une Europe puissance a besoin de sécurité et d'une situation globalement sereine, exempte d'idées confrontationnistes montant une partie de la société contre une autre, ainsi qu'un environnement politique réellement apaisé, donc satisfaisant pour le plus grand nombre, chez ses voisins les plus proches, notamment sur le pourtour méditerranéen. Cela entraîne un besoin vital, au niveau européen, d'une victoire, sur le long terme, du combat pour les cœurs et les esprits.

Il ne s'agit pas pour nous, ici, de nous lancer dans une longue énumération de ce qu'il faudrait faire, de notre point de vue, pour gagner globalement et à coup sûr cette guerre idéologique et intellectuelle. Et cela tout d'abord parce que les actions armées sont non seulement marquées par cette guerre en réaction au 11 septembre, mais aussi par des situations politiques et stratégiques différentes et / ou plus anciennes.

On ne peut que répéter, sur ces grandes questions, ce que disent un grand nombre d'analystes et d'hommes politiques, aux parcours et aux groupes d'appartenance très différents, réclamant un certain respect des droits élémentaires des prisonniers ou des populations civiles prises, à différents niveaux, au milieu de cette guerre contre le terrorisme, notamment en Irak et en Afghanistan. C'est l'emploi à bon escient de l'esprit démocratique qui a fait perdre l'avantage au communisme pendant la Guerre Froide, dans la lutte idéologique. C'est le respect des droits dont peut se prévaloir n'importe quel être humain qui sera la meilleure réponse aux actions sanglantes et devenues tristement célèbres de djihadistes comme feu Zarkaoui<sup>2</sup> en Irak, ou comme Dadoullah Akhound<sup>3</sup> en Afghanistan.

Notre intention, ici, n'est pas de prendre une posture angélique et confortable. Les actions militaires, notamment en ce qui concerne le cas afghan, sont une donnée essentielle de cette guerre, et il ne s'agit ici ni de délégitimer, ni de minorer, cet aspect d'une lutte fondamentalement multiforme. En Afghanistan notamment, il s'agit d'une guerre contre le terrorisme qui prend tout son sens, car ce pays, en se retrouvant abandonné par la communauté internationale et sombrant dans le chaos après la lutte contre l'URSS, a servi de zone de repli et d'entraînement sûre pour un groupe terroriste transnational comme Al Qaida. Et même si Oussama Ben Laden n'était pas arrivé à briser la logique de la primauté de l'État afghan (ou en tout cas de la structure étatique talibane) au profit de son propre agenda, malgré ce qui a été souvent dit et écrit<sup>4</sup>, la situation avant le 11 septembre en faisait une zone de turbulence au niveau régional et international. On se souvient, par exemple, de la menace de déstabilisation islamiste visant l'Asie Centrale et venant d'Afghanistan, qui ne s'est fortement estompée qu'après l'action militaire américaine. Ainsi, l'emploi des forces armées a toute sa légitimité dans cette lutte, mais elle ne doit pas occulter le versant non-militaire, condition *sine qua non* pour une consolidation de long terme, pour transformer toute victoire militaire en réussite politique. Les images d'Abou Ghraïb, par exemple, ont été destructrices pour la campagne de conquête des cœurs et des esprits en Irak, et de là, très concrètement, n'a pu que signifier un regain pour la guérilla locale au niveau irakien, et pour le djihadisme au niveau du Moyen-Orient au moins. Le djihadisme a eu par la suite beau jeu de présenter ces images honteuses et indignes comme la confirmation de sa vision d'une guerre des civilisations impitoyable, où le respect de l'humanité chez l'Autre relève de l'impossibilité stricte. Face aux dérives à la Zarkaoui, qui n'ont pas été appréciées par une bonne partie des partisans de la guérilla en Irak, une politique de respect des droits et des personnes, associée à un renseignement humain d'autant moins difficile à obtenir que le rapport avec la ou les population(s) ciblée(s) est sain, peut faire la différence. Si l'acteur anti-terroriste sait apparaître, avec le temps, plus positif pour une population donnée que le djihadiste qui se présente comme un résistant, il obtiendra la victoire sur le long terme. Si la réussite s'appuie d'abord et avant tout sur la force des armes, et non sur le respect des populations et des droits, le djihadiste, vaincu sur le front militaire, saura user des fautes ennemies comme autant d'armes de propagande, qui peuvent amener à terme des populations, même modérées, à avoir envers lui, au moins, un attentisme chargé de bienveillance.

A côté de cette proposition générale, d'autres points, qui ne sont pas associés aux grandes questions géopolitiques, peuvent être mis en œuvre pour mener cette guerre pour les

cœurs et les esprits. Elles pourront paraître naïves, mais elles ne demandent ni un investissement financier massif, ni un changement radical en politique étrangère, économique ou sociale. Et elles s'appuient sur une certaine rationalité, que l'on peut toujours contester pour diverses raisons, mais qui fait sens.

Le premier point, de fait très lié à ce qui a été évoqué plus haut, s'articule autour d'une idée simple : il s'agit de montrer à l'Autre musulman que l'analyse du monde musulman en général comme du problème djihadiste est fondé sur une approche rationnelle, refusant les amalgames faciles, les méconnaissances historiques flagrantes et des situations sociopolitiques nationales et régionales, la recherche du sensationnel et de la parole extrême au détriment de ce que vivent et souhaitent pour eux-mêmes et pour leurs enfants la majorité des musulmans d'Orient et d'Occident. Ce devoir de rigueur, qui n'est rien d'autre que l'obligation d'honnêteté intellectuelle nécessaire pour traiter tout sujet complexe, s'adresse particulièrement aux journalistes et aux experts, universitaires ou « autodidactes », bref, aux « faiseurs d'opinion ». Loin de s'opposer à la liberté de penser, il lui donne toute sa rationalité : la liberté de penser et d'expression sans bon sens peut vite dériver vers la diffamation, le procès d'intentions, voir l'insulte de type raciste ou xénophobe, des positions clairement peu en rapport avec les valeurs démocratiques sensées être opposées aux djihadistes. Cette approche responsable doit, bien entendu, être couplée d'une position intransigeante de la loi contre toute tentative d'intimidation ou toute menace physique contre autrui, quelles que soient ses positions.

Il est bien clair qu'ici, on ne peut faire autrement que de choisir l'une de ces deux voies : soit on se lance dans une logique d'« exceptionnalisme » du fait religieux musulman, le plus souvent associée à une approche négative et essentialiste ; soit on accepte que cet exceptionnalisme n'ait pas lieu d'être, avec la complexité des faits que cela implique. Il est toujours plus simple de mettre un comportement terroriste sur le compte d'une vision théologique qui viendrait soit disant du fond des âges, plutôt que d'analyser l'ensemble des causes sociales, politiques, économiques, relationnelles, entraînant un basculement vers l'extrémisme le plus dur. Cela ne revient pas à excuser le terroriste, ce qui serait un faux procès, mais à mieux comprendre un mode de fonctionnement, à le « profiler », et, de là, à être mieux capable de le combattre (de même qu'il est bon de connaître les causes d'un positionnement d'extrême droite ou un engagement d'ultra-gauche pouvant être tenté par la violence). Il s'agit en effet de s'attaquer aux racines du problème, afin d'assécher le réservoir

de « ressources humaines » de ces groupes, les seules à pouvoir leur donner une véritable importance, et dont la grande majorité peut être détournée de la violence.

Chacun a, bien sûr, le droit d'avoir son opinion à ce sujet. Mais une fois dépassé le stade de l'opinion, il y a les connaissances historiques, politiques, sociologiques, etc., que l'on se doit de posséder quand on souhaite traiter d'un sujet tel que celui-ci. Sans compter la prise en compte de l'impact stratégique du choix intellectuel que l'on veut assumer. Sur ce dernier point, il est à noter que les partisans de l'exceptionnalisme ont un discours similaire à celui tenu par les djihadistes, un mode de pensée qui s'offre en miroir. Les premiers peuvent prospérer dans les médias quand les seconds se sont fait entendre, par le biais de cassettes menaçantes, de tentatives d'attentats, ou d'actions réussies, et l'écho du discours des djihadistes par ces partisans de l'exceptionnalisme semble leur donner raison aux yeux des populations désignées, ce qui constitue évidemment un échec pour la lutte anti-terroriste. En effet, pour les partisans d'Al Qaida comme pour les partisans d'une vision exceptionnaliste, les djihadistes représentent l'islam, le tout formant un bloc monolithique, comme une civilisation enfermée en ses murs, et il y aurait donc sur cette terre un choc entre ces civilisations imperméables et radicalement étrangères les unes aux autres. Pour certains analystes comme pour les partisans de Ben Laden, il n'y a pas d'intégration possible, ou elle serait hasardeuse, vu que les gènes et la culture feraient presque de tout musulman en Occident une « cinquième colonne ». Certains en sont arrivés à ne plus parler d'Europe, mais d'« Eurabie », voyant l'Europe comme une « colonie » de l'Islam, thèse exprimant peut-être le choc raciste ressenti par certains face à des enfants de Méditerranéens et d'Africains issus de l'immigration vivre en citoyens européens égaux en droits et en devoirs. Mais au-delà de ce choc raciste, ce terme idéologique semble pour le moins très éloigné des réalités<sup>5</sup>. Encore une fois, ce type de fantasmes rejoint ceux des djihadistes, qui pensent que la présence de minorités musulmanes entraînera la conversion d'une population européenne jugée décadente, ou sa soumission sous le poids démographique qu'elles seraient sensées présenter, comme si minorité musulmane en Europe voulait dire apparition d'une population compacte forcément uniformément très pratique, peu attachée au pays d'adoption, et pro-islamiste. On ne saurait être plus loin de la vérité, quand on se penche sur les analyses scientifiques visant à savoir si les minorités musulmanes peuvent s'intégrer dans les pays européens, par exemple. Ainsi, le travail d'Hervé Flanquart<sup>6</sup> auprès des enfants de l'immigration maghrébine en France nous montre un islam de France bien loin des approches sensationnelles de certains journaux, ou des analyses de spécialistes férus des branches les plus conservatrices de la théologie musulmane du Moyen-Âge. On y découvre une femme voilée soutenant l'idée selon laquelle

toute personne, musulmane ou non, a tout à fait le droit, au nom de la liberté de conscience de chacun, de changer de religion, ce qui semble impensable autant pour l'exceptionnaliste occidental que pour le djihadiste. On y constate que cet islam s'affirme majoritairement pour les droits de la femme, et rejette nettement les pratiques les plus inhumaines qu'on associe abusivement à l'islam, comme l'excision. Enfin, on y découvre plus largement, chez la majorité encore une fois, une certaine « laïcisation des esprits », qui montre que les jeunes Maghrébins, croyants, moins croyants, voire non croyants (car les imaginer tous dévots, comme le présuppose la vision exceptionnaliste, est totalement en dehors des réalités sociologiques telles qu'on peut les observer chez les musulmans occidentaux) tiennent avant tout à des valeurs sûres considérées comme universelles et pouvant être acquises même sans la religion, comme la tolérance ou la responsabilité, ce qui les rend très similaires aux autres Français d'origine ethnique différente. On est bien loin des fantasmes relayés par les polémistes lors des affaires du voile islamique en France.

S'appuyer sur une approche non exceptionnaliste a un autre avantage dans la guerre idéologique : elle permet de mettre en exergue, sans s'appuyer sur un quelconque théologien vedette que l'on voudrait représentatif de tout ce que l'on souhaite voir dans l'Islam modéré<sup>7</sup>, le fait qu'il n'y a jamais eu qu'une seule, mais plusieurs façons de vivre l'Islam, et que son développement, loin de nous être étranger, est assez sensiblement proche des développements historiques connus par la Chrétienté. On pourrait objecter que des idées tirées de livres érudits ne peuvent tenir face à des intégristes qui, eux, sont bien vivants. Mais mettre en avant ces idées, historiquement véridiques, et partagées aujourd'hui par les musulmans modérés, y compris celles et ceux qui ne connaissent pas véritablement l'Histoire de leur culture, peut avoir un plus grand impact sur le long terme qu'un modéré mis sur le devant de la scène. Savoir qu'il y a eu, dans l'Histoire musulmane, une forte affirmation théologique de la séparation du religieux et du temporel<sup>8</sup>, par exemple, est un argument autrement plus utile que l'approche exceptionnaliste, reprenant l'esprit politique djihadiste et qui va jusqu'à le consolider, en affirmant une confusion historique entre les pouvoirs temporel et spirituel dans le monde musulman. De même, suivre l'analyse de l'ancien directeur de l'important think tank washingtonien *Middle East Institute*, Richard W. Bulliet, dans son ouvrage *The Case for Islamo-Christian Civilization*, nous permet de mieux comprendre l'Autre musulman, et de ne plus être enfermé dans la logique exceptionnaliste qui en fait un être irrationnel et fondamentalement hostile, avec lequel l'affrontement serait inéluctable<sup>9</sup>. R.W. Bulliet nous prouve le développement parallèle de la Chrétienté et de l'Islam, et des influences que l'un a eu sur l'autre et vice versa, l'amenant de fait à démontrer qu'en termes de civilisations, nous

avons davantage affaire à des frères jumeaux, voire aux deux faces d'une même civilisation, qu'à deux mondes qui seraient antagonistes et différents<sup>10</sup>. Une telle analyse amène à voir clairement que ce sont les questions politiques et économiques qui ont fait la différence et qui sont un terreau pour le terrorisme, plus encore que quelques théologiens du passé. Fait qui ne peut qu'avoir son importance pour une lutte efficace pour la conquête des cœurs et des esprits.

Enfin, le combat idéologique et intellectuel dans la lutte contre le djihadisme passe incontestablement par des faiseurs d'opinion qui ont à leur disposition les moyens de connaître et comprendre les sociétés musulmanes dans toute leur diversité. Ici, on associe aux journalistes et aux analystes les diplomates, qui sont un élément essentiel de l'approche non-militaire de la lutte contre le djihadisme. Le diplomate, comme le journaliste de terrain, doit avoir, notamment, les compétences nécessaires en langue, en connaissance de la situation politique régionale, et ne doit pas être coupé des populations, ce dernier point étant souvent la conséquence d'un manque sur les premier et deuxième points. En ce qui concerne les chancelleries, on sait que, si des efforts réels sont faits, et que nombre de diplomates sont de fins connaisseurs des régions dans lesquelles ils se retrouvent affectés, un travail sur la connaissance des langues reste encore à mener. On pense par exemple ici au Département d'Etat, où quatre employés sur dix travaillant dans un domaine exigeant une bonne connaissance de langues jugées difficiles, comme le chinois, l'arabe, ou le japonais, n'ont pas, dans les faits, le niveau requis, selon un article du *Washington Post*<sup>11</sup>. En soit, vues les importantes exigences demandées à l'entrée dans de grands corps d'État, européens ou américain, le fait de ne pas arriver au début de sa carrière avec une maîtrise totale d'une ou deux langues rares n'est pas en soi choquant. Néanmoins, des possibilités devraient être données, autant que possible, à tous les diplomates, européens ou américains, d'améliorer, voire de commencer à apprendre, une langue ou un dialecte, surtout en ce qui concerne les personnes affectées dans le monde musulman. Dans le cas américain, le manque évoqué a été révélé par le GAO, le *Government Accountability Office* américain, travaillant en collaboration avec le Département d'Etat, qui veille justement, très professionnellement, à régler ce problème. De plus grandes possibilités de stages linguistiques et cours de langue, notamment pour l'arabe, seront offertes aux diplomates, ce dont on ne peut que se féliciter. La situation journalistique est plus préoccupante, moins du fait des journalistes eux-mêmes, qui tiennent le plus souvent à faire le meilleur travail possible, que des contingences actuelles associées à leur profession : pas les mêmes opportunités que les diplomates en ce qui concerne l'apprentissage des langues une fois entré dans la vie professionnelle, attrait pour le

sensationnalisme, méconnaissance de l'Histoire et de la situation politique régionale, contrats parfois courts empêchant de proposer autre chose que des sujets convenus, commercialisables et acceptables, surtout difficiles à associer à une longue présence sur le terrain<sup>12</sup>. On se demande ici si, face aux impératifs commerciaux, ce ne sont pas les États qui devraient passer accord avec les grands médias pour offrir de meilleures conditions aux journalistes (contrats plus long, possibilité d'apprentissage des langues, primes pour séjour de longue durée dans des régions difficiles ou peu connues, etc.). Loin d'être une perte sèche en termes financiers, une telle stratégie permettrait aux pays européens d'obtenir un journalisme encore plus divers, aux analyses plus poussées, au travail d'investigation autant informatif pour le public que, parfois, pour les instances engagées dans la lutte anti-terroriste. Cela aiderait, par la même occasion, à casser cette approche en bonne partie justifiée de la part des publics orientaux, qui considèrent que les journalistes qui les présentent ne les connaissent pas ou mal, ne sont intéressés que par les intégristes, et leur font du tort en ne prenant en compte ni leur diversité ni leurs points de vue. Il est un fait aujourd'hui, que les médias occidentaux n'ont plus d'influence qu'en Occident, et nulle part ailleurs<sup>13</sup>. Or un journalisme venant d'Europe et réussissant à capter l'attention, à provoquer des débats, dans un monde musulman où il retrouverait une certaine crédibilité, serait un outil d'un grand intérêt pour la lutte intellectuelle contre Al Qaida, dont les membres, quant à eux, savent très bien user des médias pour avancer leur funeste cause.

En conclusion, le versant idéologique de la lutte contre le terrorisme s'appuie sur :

1 / les valeurs que l'ont dit défendre, notamment les droits élémentaires de l'être humain, qui permet de se différencier des personnes choisissant les attentats contre des civils comme mode d'expression politique ;

2 / le refus du discours exceptionnaliste sur le fait musulman, qui fait le jeu des djihadistes, en reprenant, de fait, leur discours et leur vision de l'Islam.

3 / le fait de se donner (et de là de donner aux « faiseurs d'opinion » et aux diplomates) les moyens de comprendre la situation du monde musulman et des minorités musulmanes en Occident dans toute sa subtilité et sa complexité, pour mieux appréhender les risques et les espoirs inhérents aux faits, et non aux fantasmes.

On peut, encore une fois, au terme d'une analyse tout à fait défendable, considérer qu'une telle approche est trop difficile à mener, et que le choix d'une politique d'abord fondée sur l'action des forces armées et des services de police soit la seule solution. Mais toute

analyse rationnelle ne peut faire l'économie du fait que la « matière première » que broierait une politique dure et uniquement répressive serait de chair et de sang. Et que le choix d'une telle approche laisserait des traces dans les esprits, esprits qui seraient logiquement tentés, une fois devenus victimes, de s'associer aux plus durs dans leur propre culture, entraînant un cercle vicieux dont nous ne sortirions ni totalement vainqueurs, ni vraiment grandis.

Didier Chaudet

Analyste politique pour Euro-Power

---

<sup>1</sup> Neil Mackey, « US admits the war for 'hearts and minds' in Iraq is now lost », *Sunday Herald*, 5 décembre 2004.

<sup>2</sup> Il fut le principal représentant d'Al Qaida dans le pays depuis le début de l'insurrection.

<sup>3</sup> Il s'agit aujourd'hui d'un des commandants « néo-talibans » les plus efficaces dans la lutte contre les forces de la coalition et du gouvernement afghan. On dit son nom à tel point synonyme de violence que l'évocation seule de son nom sur le champ de bataille était une force dissuasive. Voir sa courte biographie dans le *Courrier International* n°825 (du 24 au 30 août 2006), p.9.

<sup>4</sup> C'est ce que Lutz Kleveman fait clairement comprendre dans son excellent ouvrage *The New Great Game*, New York : Grove Press, 2003, p.238. Il y raconte notamment une réprimande extrêmement sévère du mollah Omar à Ben Laden suite à son exposition de son plan de djihad contre l'Occident en 1998 à certains journalistes invités pour l'occasion en Afghanistan. Le but du Taliban était de lui faire comprendre qu'il n'y avait qu'un seul maître dans le pays, et qu'il s'agissait du leader des Talibans, et non du dirigeant d'Al Qaida, qui n'était qu'un invité...

<sup>5</sup> Pour une analyse de ce type d'approche, qui n'est pas sans rappeler l'obsession raciste qui aura touché d'autres minorités en Europe par le passé, voir l'article très détaillé de Matt Carr, « You are now Entering Eurabia », [www.blink.org.uk](http://www.blink.org.uk).

<sup>6</sup> Hervé Flanquart, *Croyances et valeurs chez les jeunes Maghrébins*, Paris : éditions Complexe, notamment pp.15 à 40.

<sup>7</sup> Ce qui relève d'une gageuse, car une personne que l'on mettrait en avant et qui dirait systématiquement ce que les chancelleries occidentales rêvent d'entendre, sur tous les domaines, risquerait d'être vu et présenté comme un pantin à la solde des pays du Nord dans le monde musulman.

<sup>8</sup> Voir par exemple Olivier Carré, *L'Islam laïque ou le retour à la Grande Tradition*, Paris : Dalloz - Sirez, 1993, 167 pp.

<sup>9</sup> Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et c'est ce que R.W Bulliet découvre dans le concept de « choc des civilisations » élaboré par Huntington. Voir Richard W. Bulliet, *The Case for Islamo-Christian Civilization*, New York : Columbia University Press, pp. 4-5.

<sup>10</sup> Voir notamment le chapitre 1.

<sup>11</sup> Anushka Asthana, « Many in State Dept. Can't Talk the Talk », 11 août 2006, *Washington Post*

<sup>12</sup> La moyenne des contrats pour un emploi à la BBC sont aujourd'hui de six mois, à tous les niveaux. Voir Fuad Nahdi, « Doublespeak : Islam and the media », *openDemocracy*, 3 avril 2003.

<sup>13</sup> Ibid.